

Communiqué de presse

L'Institut d'ethnologie dirigera un grand projet de recherche sur le patrimoine culturel immatériel en Suisse

Le 1er novembre 2009 est la date officielle du début d'un grand projet de recherche intitulé « Le patrimoine culturel immatériel : le don de Midas? » que dirigera la professeure Ellen Hertz de l'Institut d'ethnologie. En collaboration avec six partenaires institutionnels, suisses et français, ce projet vise à analyser les modalités et les conséquences de l'adhésion récente de la Suisse à la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de l'UNESCO. Bénéficiant du nouvel instrument de soutien à la recherche « Sinergia » du Fonds national suisse de la recherche scientifique, ce projet a reçu un subside de plus de 1,5 million de francs pour trois ans, et permettra de former quatre doctorants, trois post-doctorants et six collaborateurs scientifiques en matière de politique culturelle et gestion du patrimoine.

Le concept de « patrimoine culturel immatériel » (PCI) est né au sein de l'UNESCO dans le but de reconnaître et de protéger les multiples modalités d'expressions culturelles qui ne prennent pas la forme de monuments ou de lieux. Dans les faits, ce concept est le résultat d'un mécontentement des pays dits du « Sud », qui voyaient la liste des éléments matériels (monuments, paysages, villes) reconnus comme faisant partie du « patrimoine culturel mondial » s'accroître de manière disproportionnée en faveur des pays du « Nord ». En proposant un instrument de reconnaissance spécifique pour des formes culturelles immatérielles – typiquement la danse, la musique, les rites et rituels, les contes, les cosmologies et les techniques artisanales traditionnelles – l'UNESCO tente de rééquilibrer un rapport de force inégal et de protéger par la même occasion des formes d'expressions culturelles en voie de disparition sous l'effet de la mondialisation.

Si un tel objectif ne peut qu'être salué, force est de constater que le concept de patrimoine immatériel reste d'un maniement extrêmement délicat. A priori son champ d'application semble tout tracé : on pense, dans le cas suisse, aux éléments standard de la culture dite paysanne ou populaire – le yodel, le carnaval, la désalpe, les techniques traditionnelles de dentellerie, par exemple. Mais l'on s'aperçoit vite que ce ne sont là ni des simples manifestations de l'authenticité paysanne ni des expressions culturelles en voie de disparition, mais des éléments culturels contemporains issus de la modernité nostalgique, le plus souvent amplement soutenus par des politiques culturelles locales et par le tourisme. Par ailleurs, chargé de composer avec les cantons une liste du « PCI » suisse, l'Office fédéral de la culture, se trouve dans la position difficile qui consiste à sélectionner - et donc à favoriser - certaines expressions culturelles dites « traditionnelles » dans un contexte où la politique culturelle suisse déjà fait l'objet de vifs débats au Parlement et où « la question culturelle » devient très rapidement une question politique. L'application de cette convention à la Suisse soulève donc un certain nombre de questions récurrentes dans les pays du « Nord », qui ont déjà largement accompli leur « patrimonialisation » au courant du 19^e et 20^e siècles, et souligne à quel point la notion même de « patrimoine » relève d'une construction sociale historiquement située.

Le processus par lequel la Convention PCI sera mise en œuvre en Suisse s'avère dès lors du plus grand intérêt. Pour en permettre une analyse critique et comparative, « Le don de Midas » se divise en six volets. Un premier volet (avec le Laboratoire d'anthropologie culturelle et sociale de l'Université de Lausanne) suivra le processus administratif lié à l'application de la Convention, en se penchant sur les travaux de la Commission suisse de l'UNESCO, de l'Office fédéral de la culture et des cantons et communes, responsables de formuler des propositions concrètes d'éléments culturels pouvant faire partie du « PCI » suisse. Quatre autres projets exploreront les limites du concept de « PCI » en étudiant des expressions culturelles qui n'ont pas (encore ?) fait l'objet d'une politique de patrimonialisation : les contes en patois jurassiens et valaisans (avec le Centre de dialectologie de l'UniNE) ; le théâtre migrant et le hip-hop à Bâle (avec le Seminar für Kulturwissenschaft und Europäische Ethnologie de l'Université de Bâle) ; la « médecine traditionnelle populaire » (secret, rebouteurs, magnétiseurs) en Suisse romande (avec le Laboratoire d'anthropologie et d'histoire de l'institution de la culture de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris) ; et les savoir-faire « traditionnels » de l'horlogerie de l'Arc jurassien (avec l'Institut horlogerie et création de la Haute Ecole-Arc). Enfin, un dernier volet (avec le Musée d'ethnographie de Neuchâtel) réfléchira aux implicites théoriques du projet global, ainsi qu'aux implications de la notion de PCI pour les musées et notamment pour les musées « de société » (régionaux, d'histoire, d'ethnographie), à travers la création de trois expositions originales au MEN.

Issue d'une organisation internationale chargée de promouvoir la culture mondiale, la Convention de l'UNESCO se prête parfaitement aux analyses menées dans le cadre de la MAPS (Maison d'analyse des processus sociaux), dont fait partie l'Institut d'ethnologie. Etudier l'application de cette convention à la Suisse permet de montrer que les processus liés à la « mondialisation » ne sont pas à sens unique, mais peuvent au contraire participer à la reconnaissance de nouvelles formes de culture nationale et régionale. Le projet permettra également de nourrir les liens entre la MAPS, le MEN et le Master AZUR en Etudes muséales, centre de gravité de la réflexion muséologique en Suisse romande aujourd'hui. Enfin, à travers l'organisation de rencontres scientifiques et de colloques internationaux, il permettra à la Suisse de participer aux réflexions internationales contemporaines sur la question de l'opportunité du geste patrimonial lui-même qui, comme le sous-titre du projet l'indique, présente le risque d'immobiliser à tout jamais l'objet de beauté qu'il cherche à valoriser.